

N°876

du 31
DECEMBRE
2015



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Pour le démarrage du chantier des travaux proprement dits

Un bureau de contrôle technique recherché pour la reconstruction du marché de Kara

P.3 La loi de finances 2016 est votée / Afin d'éviter les dépenses extrabudgétaires

S'imposer la même rigueur et discipline

* Le budget exercice 2016 est de 1005 656 912 000 francs Cfa



Adji Otèh AYASSOR, Ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et de la planification du développement

P.7 Bilan annuel du ministère du développement à la base
86% des ressources mobilisées consommées

P.2 Culture togolaise
Une année foisonnante sur le plan national

P.3 Pour mieux coordonner les chantiers de réformes
Le Secrétariat permanent veut élaborer un plan de travail annuel 2016

P.4 Les résultats de la troisième enquête QUIBB 2015
Fortes tendances d'amélioration des conditions de vie des populations



Actualités Nationales
* Politique
* Economie
* Société
* Sport
* Culture...
Informations Internationales
- Réflexions



AZIMUTS INFOS

Carburant propre: de la poudre de fer dans nos réservoirs !

Et si les véhicules du futur étaient finalement alimentés, non pas par de l'hydrogène, non pas par des biocarburants, non pas par de l'électricité... mais par de la poudre de fer ? C'est la proposition étonnante de chercheurs canadiens.

Les combustibles fossiles ont vécu : voici un point sur lequel à peu près tout le monde semble s'accorder. Même si la majorité des véhicules roulent encore aujourd'hui au pétrole, chercheurs et ingénieurs travaillent à trouver un ou plusieurs remplaçants à ce combustible émetteur de gaz à effet de serre et dont les sources pourraient se tarir à plus ou moins court terme. L'idée soulevée par des chercheurs de l'université McGill (Canada) dans une étude publiée dans la revue *Applied Energy*, consiste à produire des poudres métalliques - celles-là même qui sont utilisées pour la fabrication des feux d'artifices, par exemple - à partir de sources d'énergie renouvelables et à utiliser ensuite ces poudres pour faire fonctionner des moteurs à combustion externe.

Lorsque l'on parle transition énergétique, il est beaucoup question d'électricité propre, produite à l'aide de panneaux solaires ou d'éoliennes. Sans doute des solutions d'avenir lorsqu'il s'agit de chauffer des bureaux ou une maison, même si les technologies demandent encore à être améliorées. Lorsque l'on aborde la question de la mobilité, les choses se compliquent encore. Bien sûr, on commence à voir sur les routes quelques voitures électriques mais leur autonomie laisse toujours à désirer. Les piles à combustibles et autres biocarburants pourraient également avoir leur rôle à jouer même si, là aussi, des innovations sont encore à attendre.

Dans ce contexte, Jeffrey Bergthorson, professeur à l'université McGill, estime que "l'utilisation de poudres métalliques comme carburant représente une solution des plus prometteuses". Celles-ci servent d'ores et déjà d'agent propulseur à des fusées à combustibles solides. Son équipe vient en effet de démontrer, grâce à un brûleur conçu sur mesure, que les flammes issues de la combustion de fines particules métalliques - de la taille des grains de farine ou de sucre en poudre - peuvent être stabilisées et ressemblent à s'y méprendre à celles que l'on obtient en brûlant des hydrocarbures, les émissions de CO2 en moins. Caren brûlant, les poudres métalliques réagissent avec l'air pour former des oxydes solides, non toxiques et, qui plus est, recyclables.

Des moteurs à combustion externe

En revanche, pour utiliser des poudres métalliques comme carburants, il faudra passer des moteurs à combustion interne, qui équipent aujourd'hui nos voitures, à des moteurs à combustion externe, bâtis sur le principe de ceux qui faisaient avancer les locomotives à vapeur d'antan. "Les densités d'énergie et de puissance qu'afficheront les éventuels moteurs alimentés par des métaux devraient être semblables à celles des actuels moteurs alimentés par la combustion interne de combustibles fossiles. Par conséquent, cette technologie sera attrayante pour une société cherchant à réduire son empreinte carbone", assure Jeffrey Bergthorson.

Les chercheurs canadiens tiennent pour cela leur candidat idéal : le fer. En effet, les industries métallurgique, chimique et électronique utilisent déjà des millions de tonnes de poudre de fer chaque année et les technologies de recyclage du fer sont éprouvées. Ne reste plus qu'à rendre plus vertes les techniques traditionnelles de fabrication de ces poudres.

Après le succès des expériences menées en laboratoire, il faudra tout de même que l'équipe de McGill passe le test du prototype industriel d'un brûleur fixé à un moteur thermique. David Jarvis, responsable de la stratégie et des nouvelles technologies à l'Agence spatiale européenne, s'enthousiasme déjà : "Cette technologie nous intéresse au plus haut point puisqu'elle ouvre la porte à de nouveaux systèmes de propulsion dont nous pourrions tirer profit dans l'espace et sur Terre. La combustion de métaux peu coûteux, comme la poudre de fer, représente une solution de rechange avantageuse à l'essence et au diesel. Si nous sommes en mesure de produire, pour la première fois, un moteur alimenté au fer émettant une quantité presque nulle de dioxyde de carbone, nous estimons que cette découverte pourrait ouvrir la voie à d'autres innovations et permettre une réduction des coûts à court terme".

Culture

Une année foisonnante sur le plan national

L'année culturelle au Togo a été riche sur le plan national. De nombreux artistes ont émergé, surtout au niveau de la musique. On notera la sortie d'album de deux espoirs, Elom 2000, le rappeur panafricaniste et Adjoa Sika, la chanteuse à la voix roucouillante de l'Afro-funk. La sortie de l'album *Indigo* par Elom 2000 fera date. C'est la première fois dans notre musique qu'un musicien prend le micro pour chanter ouvertement politique avec beaucoup d'art de doigté. Sa musique sortie en même temps au Togo et en France, a reçu un excellent accueil de la part des journaux africains et français.

À l'étranger, Arren Viana vient de sortir un nouvel album en France tandis que Peter Solo crée tout un phénomène musical autour de son album très jazzy, *Vaudou Game*.

Sur le plan de la littérature, les éditions Graines de Pensées, Awoudy et Continent continuent à labourer le terrain, avec des



parutions aux destinées diverses. On ne peut que leur souhaiter bon vent tout espérant que la qualité l'emporte sur la quantité.

Les écrivains togolais de l'étranger ne sont pas du reste, Théo Ananissouh dans son dernier roman, *Le soleil sans se brûler*, rend un anti-hommage à Sony

Labou Tansi et au Professeur Amelavi Amela, considéré comme l'intello allié à un pouvoir corrompu.

C'est surtout au théâtre que ça bouge beaucoup sans que le public s'en aperçoive. Si les comédiens ont des fortunes diverses à l'étranger, s'ils galèrent

sur le plan national, on constate néanmoins que la dramaturgie se réécrit pour s'adapter au public. La référence reste le jeune Joël Arrah Ajavon.

Dans les arts plastiques, on constate surtout la montée de Dodji Efoui, le Basquiat togolais. Il n'y a pas de doute que le Togo fait en ce domaine beaucoup de progrès.

Le gros problème de la culture au Togo demeure néanmoins son financement. Le Fonds d'Aide à la Culture (FAC) et son enveloppe de 400 millions CFA est un leurre. Les distributions parcimonieuses à de nombreux projets culturels ne sont que cautère sur jambe de bois.

Le pays manque de bibliothèque, de théâtres en milieu populaire. La transformation du Palais des hôtes de marque en maison de la culture n'aura pas l'effet escompté s'il n'est pas accompagné de théâtres dans les quartiers populaires de Lomé, et l'augmentation conséquente de l'enveloppe du FAC.

Littérature

Dostoïevski entièrement décapé

Le traducteur André Markowicz a désormais restauré la rugosité de toutes les œuvres du Russe.

Disons-le tout net, et avec un soupçon de provocation : Dostoïevski n'est pas aimable. Rien de ce qu'il écrit ne comble les premières séductions que recherche souvent le lecteur ; dans ses œuvres, la langue n'est pas là pour faire miroiter ses beautés, et dans la structure de ses romans on peinerait à trouver ce qui fait souvent le charme du genre : la hardiesse d'une intrigue, les rebondissements, le saisissement des descriptions, qu'il s'agisse de celles des paysages, des personnages, des décors. Les événements y sont rares et, lorsqu'ils se produisent, ils sont précédés et suivis par les transcriptions d'une pensée méandreuse dont nous sommes invités à assister à la plus obsessionnelle des dissections. Le temps ne paraît pas passer, si ce n'est au goutte-à-goutte, le temps de la conscience, chutant sur lui-même, érodant toujours plus profondément jusqu'à atteindre une sorte de glacie intérieur où les faits se dissolvent au profit des affaires qui leur sont attachées.

S'il on ajoute que, dans bien des romans de Dostoïevski, il fait froid, gris, qu'il y pleut, ou que la chaleur y est atroce, poussiéreuse, âcre, que la boue et la chaux se mêlent, que l'air y est toujours vicié et que la plupart des personnages portent leur misère comme un vêtement rapiécé, corps second masquant à peine le corps premier, le soulignant plutôt, et s'endorment dans des lits de fortune posés à

même le sol d'appartements désolés, on aura dressé un constat peu engageant. Et pourtant, qui n'aurait envie d'observer un cerveau ? Le nôtre. De le soupeser dans des mains immatérielles, de sentir sa mollesse, sa complexité, sa vulnérabilité, ses zones malades, ses puits, ses territoires gâtés, ses sillons où la folie vagabonde à la faveur d'un feu follet, son marécage interne où s'engluent les sentiments les plus éblouissants comme les plus visqueux, les professions de foi, les croyances, les morales, les déchirements ? Ce à quoi nous convie Dostoïevski, c'est à une leçon d'anatomie. Une autopsie de l'être au bord de ses gouffres. Alors, oui, certes, cela n'est pas aimable. J'ajouterai : cela ne doit pas l'être. Cela ne peut pas l'être.

La publication en cinq volumes chez Actes Sud de l'œuvre intégrale de l'auteur, commencée en 2013, qui se terminera au tout début 2016, permet de prendre la mesure de l'entreprise d'écriture : des milliers de pages constituant un rapport aussi terrible que minutieux sur la maigreur de nos vies et la faiblesse de nos âmes. On peut y lire ou relire les grands romans : *Les Pauvres Gens*, *Crime et châtiment*, *L'Idiot*, *Le Joueur*, *Les Frères Karamazov*, mais aussi découvrir des nouvelles qui permettent à l'auteur, dans le premier temps de son œuvre, de mettre en place des types humains qu'on retrouvera après dans ses constructions plus amples. Parfois, certaines sont à même de nous surprendre par leur humour et leur fantaisie, qu'on

savait exister chez un Gogol mais qu'on est tout étonné de trouver chez l'auteur de *L'Adolescent*. Il en est ainsi du "Crocodile", qui conte la mésaventure édifiante du fonctionnaire Ivan Matveïch, grotesque cousin littéraire du Kovaliov qui chez Gogol perd son nez. Ici, il s'agit d'une tout autre mésaventure corporelle : Matveïch ne se voit déposséder d'aucun appendice, mais il est avalé par l'animal qui donne son titre au récit. Jonas moderne, le malheureux est contraint d'habiter dans le ventre de la bête monstrueuse, qui se révèle confortable et spacieuse dans son intérieur. Soudain, la terne vie de Matveïch prend une importance sans précédent. Il reconsidère le monde et ses théories de ce point de vue nouveau, celui de l'estomac. Prisonnier d'un corps qui redouble le sien, il rêve de devenir le centre des attentions des

puissants, des penseurs et des scientifiques, espérant aussi poursuivre, dans l'espace chaud mais curieusement extensible de la bête, sa vie conjugale interrompue par la mésaventure. Certes, on peut lire le texte selon différentes grilles, comme celle d'un humour cocasse et affranchi de tout réalisme, ancêtre d'un absurde qui sera ensuite exploré par des auteurs et dramaturges du XXe siècle. On peut aussi y voir un exercice moins outré qu'il ne paraît pour dire combien la Russie dans laquelle écrit Dostoïevski s'apparente à un espace étouffant, monstrueux, qui retient captifs ses sujets, ceux-ci alors se devant de simuler le bonheur pour se convaincre que leur sort n'est pas le pire et s'inventer des raisons de durer.

Magazine Littéraire



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLA G.

La loi de finances 2016 est votée / Afin d'éviter les dépenses extrabudgétaires

S'imposer la même rigueur et discipline

* **Le budget exercice 2016 est de 1005 656 912 000 francs Cfa**

Late Pater

En la matière, on se pose la même question chaque fin d'année. Durant les deux jours ayant précédé le vote définitif, à la séance plénière du 30 décembre 2015, le personnel de l'Assemblée nationale n'a plus dormi. Ensemble avec des commis du ministère de l'Economie et des finances qui ont même quitté le siège du Parlement dans la grande nuit, à 1 heure. La veille, on n'a fini le rapport de l'étude au fond que vers 4 heures, c'est-à-dire à 5 heures d'horloge de la plénière. Les organismes ont été épuisés et rien ne dit qu'il n'y aura pas de répétition à la fin 2016. Passons !

Les députés, eux, n'ont marqué de le souligner dès les premiers mots de la seconde partie du rapport d'étude. « Selon les dispositions de l'article 91, alinéa 2, de la Constitution du 14 octobre 1992, l'Assemblée nationale

disposé d'au moins 45 jours pour examiner le projet de budget de l'Etat à partir du jour du dépôt du projet de budget sur le bureau de l'Assemblée nationale. La commission relève que le dépôt du présent projet de loi de finances, gestion 2016 n'a pas respecté ce délai, tout comme pour les lois de finances des années 2014 et 2015 », peut-on lire. Le membre de l'Exécutif répond : « à cette observation, le gouvernement souligne que l'avant-projet de loi de finances, gestion 2016, a été élaboré dans les délais requis. Cependant, le dépôt tardif du projet de loi de finances sur le bureau de l'Assemblée nationale s'explique par les retards observés dans l'arrivée du projet de budget de l'Assemblée nationale pour son intégration au budget général de l'Etat, d'une part, et par l'attente de la confirmation des montants des appuis budgétaires des partenaires en développement

tels que l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, d'autre part ».

En clair, le fautif n'est pas là où on le croit. Ce qui reste constant, le projet a été adopté en conseil des ministres le 26 novembre, déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 1^{er} décembre, affecté à la commission des finances le 2 décembre et étudié au fond les 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16, 17 et 21 décembre 2015.

Logiquement, les premiers mots de soulagement du ministre de l'Economie, des finances et de la planification du développement, Adji Otèth Ayassor, n'ont pas occulté la question. « Je voudrais, avant tout propos, exprimer ma très grande satisfaction pour les résultats auxquels nous sommes parvenus à l'issue d'un débat riche et sincère, dans un timing assez serré. Cette satisfaction est d'autant plus grande que,



Adji Otèth AYASSOR, Ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et de la planification du développement

malgré le retard accusé pour le dépôt du projet de loi de finances, gestion 2016, sur le bureau de l'Assemblée nationale, vous n'avez ménagé aucun effort pour procéder à son examen détaillé et minutieux ». N'empêche, « pour un travail efficace et efficient, la commission recommande vivement que des dispositions idoines soient prises pour les années à venir afin de permettre à la représentation nationale de disposer du temps requis par la Constitution et les autres textes en vigueur ».

Pour le reste, pas trop de chamboulement dans les chiffres finaux. Contre un projet en recettes de 962,8 milliards de francs Cfa et en dépenses de 1002,2 milliards de francs Cfa, soit un besoin additionnel de financement de 39,4 milliards de francs Cfa, la loi de finances, gestion 2016, est adoptée à 966 292 623 000 francs Cfa en recettes et à 1005 656 912 000 francs Cfa en dépenses, dégageant un besoin de financement additionnel de 39 364 289 000 francs Cfa. Lequel besoin sera toujours couvert par

une amélioration des recouvrements fiscaux, la réduction des dépenses sur certains postes budgétaires et avec le concours des bailleurs de fonds. A en croire le ministre Ayassor, « le gouvernement s'imposera en 2016 la même rigueur et la même discipline dans l'exécution de cette loi de finances... afin d'éviter les dépenses extrabudgétaires et tout dérapage qui mettrait à mal la stabilité macroéconomique ». Et de poursuivre que cette discipline sera observée dans la mobilisation des ressources et dans l'exécution des dépenses publiques. Dans la mobilisation des ressources internes, estimées à 575 milliards de francs Cfa en 2016 contre 480,4 milliards en 2015 dans le budget initial, la mise en œuvre du plan stratégique de l'Office togolais des recettes et l'accroissement de son efficacité promettent des lendemains encore meilleurs. Et les actions seront intensifiées pour une meilleure mobilisation des recettes extraordinaires qui atteindront 332,4 milliards en 2016 contre 295,3 milliards en 2015. Au même moment, tout sera fait dans le sens de la soutenabilité de la dette extérieure, rassure Adji Otèth Ayassor.

Pour mieux coordonner les chantiers de réformes

Le Secrétariat permanent veut élaborer un plan de travail annuel 2016

Après huit ans d'activités, le Secrétariat permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers (SP-PPPF) a jugé indispensable de se donner un nouvel élan dans la mise en œuvre et le suivi des réformes au Togo à travers la mise en place d'une base de données informatisée. Aussi est-il nécessaire de disposer d'un plan de travail annuel qui va essentiellement planifier les activités à un niveau plus détaillé en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques du gouvernement. A la suite de la réunion du comité de suivi des réformes sur les grands chantiers des réformes en 2016, le 27 novembre 2015, le Secrétariat permanent doit donc s'organiser pour mieux suivre les activités dudit comité, celles des points focaux chargés du suivi des réformes dans les départements ministériels et des correspondants thématiques chargés du suivi de la réforme des finances publiques ainsi que les différents missions des partenaires techniques et financiers. Et pour la cause, il organise une retraite pour l'élaboration de son plan de travail annuel 2016, du 4 au 10 janvier 2016 dans la région de la Kara. Histoire de mieux coordonner ses activités dans le plan de travail annuel.

Créé par décret le 15 février 2008, le Secrétariat permanent est chargé de coordonner la mise en



Aharh-Kpessou Mongo, Secrétaire permanent des réformes

œuvre et le suivi des politiques, des programmes et des réformes financières, notamment celles inscrites dans les conventions signées avec les institutions de Bretton Woods et les autres partenaires techniques et financiers ; de collecter, d'exploiter, d'analyser et de diffuser l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi des politiques, programmes et réformes financières ; de contribuer à assurer la cohérence et la complémentarité des actions programmées dans les plans sectoriels ou régionaux avec les politiques, programmes et réformes financières ; de coordonner et de suivre la mise en œuvre du Plan d'action pour le renforcement de la gestion budgétaire ; de superviser les travaux du cadre de dépenses à moyen terme et des revues des dépenses publiques ; d'élaborer, de diffuser et de suivre les

opérations financières de l'Etat ; de contribuer au renforcement des capacités du département ministériel dans le domaine sus-énoncés.

Le document de stratégie de réformes, adopté par le gouvernement le 29 septembre 2010, comporte quatre axes de réformes : la gestion des finances publiques ; la promotion du secteur privé ; le renforcement des capacités ; et la gouvernance locale. Le tout, dans une matrice unique appelée Matrice unifiée des réformes. Le document de stratégie de réformes trace un cadre cohérent au sein duquel les ministères élaborent et exécutent leurs propres réformes. La matrice unifiée des réformes, qui opérationnalise la stratégie des réformes, permet d'éviter que chaque bailleur de fonds vienne avec sa propre réforme qui ne correspondrait pas aux priorités du gouvernement.

En glissement annuel, sur les principaux marchés de Lomé L'indice "Communications" en stabilité parfaite en novembre, "Restaurants et hôtels" grappille 1 point

En novembre 2015, d'après les chiffres officiels de l'Institut national de la Statistique et des études économiques et démographiques (Inseed),

l'indice "Communications" s'est situé à 100,5. Comparé à la même période de l'année précédente, il n'a pas bougé. En fait sur les douze derniers mois, cet indice n'a pas véritablement quitté le niveau 100, ni excédé le 100,5. De décembre 2014 à juillet 2015, il a légèrement chuté et est resté collé à 100,4. Entre août et novembre, il a fait un peu de mouvements, à 100,2 en août pour passer à 100,4 en septembre et octobre. Avant de remonter à 100,5 en novembre.

Pour ce qui est de l'indice "Restaurants et hôtels", il n'a varié que d'un point en douze mois, en s'affichant à 125,8 en novembre 2015, contre 124,5 il y a un an. En réalité, cet indice venait de culminer en novembre. De 124,5 en novembre et décembre 2014, il a chuté à 124,4 en janvier, février et mars, pour remonter à 124,5 en avril. Il perd 0,001 point le mois suivant avant de franchir le 125 à partir de juin. Il en est à 125,8 depuis trois mois.



Dans le lot, c'est l'indice "Tubercules et plantains" qui enregistre la plus forte progression sur douze mois, avec 37,6 points de pourcentage à 117,2 en novembre. Contre 85,1 la même période de l'année écoulée. Il grimpe rapidement à 87,1, à 89,3 et à 91,4 respectivement en décembre, janvier et février. En avril, il pointait à 103,6 puis à 111,5 en mai et à 121,5 en juin. D'un coup, l'indice "Tubercules et plantains" à 145,6 en juillet, affichant une différence de 19,8 points de pourcentage. C'est alors qu'il enclenche une descente, à 143,9 en août et à 108,3 en septembre. Il reprend une nouvelle remontée à

113,2 en octobre et à 117,2 en novembre.

A l'opposée, la plus forte baisse est enregistrée au niveau de l'indice "Huiles et graisses", avec 4,8 points de pourcentage en glissement annuel, à l'indice 91,9 en novembre contre 96,5 en novembre 2014. En plus, il est resté l'un des indices les plus chahuteurs : avec 96,5 en novembre 2014, 95,8 en décembre, 98,8 en janvier et 95,8 en février. Il ressort à 95,6 en avril, à 94,1 en mai, à 94,3 et à 88,5 en juin et juillet respectivement. En août, il affiche 92,8 et 95,3 en septembre. Puis 91,9 en octobre et novembre.

Pour le démarrage du chantier des travaux proprement dits Un bureau de contrôle technique recherché pour la reconstruction du marché de Kara

John Afolabi

Depuis la signature des lettres d'accord de don et de prêt, le 27 février 2014, par lesquelles le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a accordé au Togo un don de 1,23 milliard de francs Cfa et un prêt de 1,44 milliards de francs Cfa, soit au total 2,67 milliards de francs Cfa (3,58 millions d'Unités de compte), le Projet d'appui à la reconstruction des marchés et aux commerçants de Kara et de Lomé (PARMCO) déroule ses activités. La dernière en date est l'avis de manifestation d'intérêt en vue de la sélection de bureau de consultants pour les prestations de contrôle technique des travaux. Les expressions d'intérêt doivent être déposées au plus tard le 15 janvier 2016 à 11 heures GMT, à l'attention de Mensah Koffi Vinyo, Coordonnateur du projet PARMCO, logé au ministère du Commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme. Les bureaux de consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Ils peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection sont conformes aux règles et procédures de la Banque.

Le futur contrat de prestations de contrôle technique des travaux est financé par une partie des sommes accordées au titre du don. Et ce, pour une durée totale estimée à 18 mois. Dans le concret, les services prévus au titre de ce contrat comprennent l'assistance au maître d'ouvrage et à l'architecte pour le démarrage du chantier des travaux ; la surveillance et le contrôle technique de l'exécution des travaux par les entreprises ; les pré-réceptions et les réceptions techniques des matériaux, des équipements et des ouvrages exécutés ; la participation aux réunions périodiques de chantier, et l'avis technique au maître d'ouvrage, au maître d'ouvrage délégué ou à l'architecte chaque fois que de besoin ; l'assistance au maître d'ouvrage et à l'architecte pour la réception provisoire et la réception définitive des ouvrages réalisés, pour la vérification de la conformité des



Mme Bernadette Essossirna LEGZIM-BALOUKI, Ministre du Commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme

plans de recouvrement produits par les entreprises de travaux, et dans la vérification des conditions d'établissement et de mise en œuvre de la garantie décennale.

L'avis concerne le marché de Kara, en référence à la consistance des travaux de reconstruction qui y est décrite. Pour remplacer l'ancien bâtiment ravagé en janvier 2013 par un incendie, il sera érigé un immeuble à 3 niveaux (rez-de-chaussée et 2 étages) sur une emprise du sol de 5.200 mètres carrés. La surface totale des planchers est de 15.600 mètres carrés. Le rez-de-chaussée servira à la distribution populaire, locaux de sécurité, parking en plein air, etc. Au 1^{er} étage, il y aura la grande distribution et l'administration. Le 2^{ème} étage abritera le centre de négoce, de services et de technologies, et les équipements qui se résument aux postes de sécurité (police, central de télésurveillance et de sécurité incendie), administration du marché, toilettes publiques, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, service d'entretien et de maintenance, alimentation secourue, protection contre la foudre, circulations exclusivement piétonnes, assainissement, sonorisation, etc.

A rappeler que, à Lomé, il sera érigé un immeuble à 5 niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et 3 étages). Le nouveau bâtiment devant être érigé sur les cendres de l'ancien, on a choisi la hauteur compte tenu de l'exigüité de la surface. Le sous-sol servira de parking et locaux techniques, le rez-de-chaussée de distribution populaire, locaux de sécurité, etc., le 1^{er} étage de grande distribution, le 2^{ème} étage de centre de négoce et le 3^{ème} étage de services et technologies. Les équipements sont communs aux deux sites. Un concours avait permis de valider les deux architectures. Dans la reconstruction des marchés de

Lomé et Kara incendiés, le gouvernement togolais et des partenaires financiers comptent y mettre plus précisément 10 878 386 430,465 francs Cfa (l'équivalent de 14,548.257 Unités de compte).

Parallèlement, des activités de modernisation de l'activité économique des victimes des incendies se mènent : sensibilisation des commerçants sur la nécessité de rendre formelles leurs activités, de souscrire des assurances, d'avoir des comptes dans les banques ou les institutions de microfinance, et d'éviter la thésaurisation ; formation à la tenue des registres de recettes-dépenses ; formation sur divers thèmes liés à la gestion des entreprises au profit des membres des associations de femmes chefs d'entreprises ; renforcement des capacités du ministère du Commerce et de la promotion du secteur privé ainsi que les organes de gestion des marchés de Kara et de Lomé pour une meilleure gestion du secteur du commerce et un meilleur encadrement des commerçants et commerçantes.

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours

Le montant injecté dans les banques du Togo fortement en recul cette semaine

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, a procédé, valeur 29 décembre 2015, à une injection de liquidités d'un montant de 1 730,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication, identique à la semaine précédente. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 49,800 milliards, en forte baisse par rapport à la semaine précédente. L'opération arrive à échéance le lundi 04 janvier 2016, indique la Banque

Les résultats de la troisième enquête QUIBB 2015 Fortes tendances d'amélioration des conditions de vie des populations

Les résultats de la troisième enquête sur le questionnaire des indicateurs de base du bien-être (QUIBB 2015) et le profil de pauvreté du Togo ont été publiés hier, 30 décembre 2015, à Lomé. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), ils contribueront à faire l'évaluation à mi-parcours de la SCAPE, le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et à établir la situation de référence pour les Objectifs du développement durable (ODD) et la vision à long terme du pays. Des résultats finaux de l'enquête, il ressort de fortes tendances d'amélioration des conditions de vie des populations.

L'accès aux services sociaux de base : la proportion de ménages qui utilise le principal mode d'éclairage, **l'électricité**, est passée de 39,2% en 2011 à 48,3% en 2015, soit une amélioration de 9.1 points de pourcentage. Par contre, l'utilisation des **lampes à pétrole** dans les ménages a baissé de façon drastique, passant de 23,5% en 2011 à 3,1% en 2015 et correspondant à une baisse de 20.4 points de pourcentage. L'utilisation des **lampes torches** a augmenté de 22,9% en 2011 à 42,1% en 2015, soit une augmentation de 19.2 points de pourcentage. Le taux d'utilisation d'**eau potable** s'est amélioré, avec une augmentation de 5.9 points de pourcentage, passant de 55,9% en 2011 à 61,8% en 2015.

La sécurité alimentaire : la proportion des ménages ayant eu des difficultés à subvenir aux besoins alimentaires a baissé de 15.6 points, passant de 49,5% en 2011 à 33,9% en 2015. La



Kokou Yao N'Guissan, Directeur général de l'INSEED

proportion des ménages ayant reconnu que leurs besoins alimentaires sont non satisfaits au cours des douze derniers mois précédant l'enquête a baissé de 62,3% en 2011 à 46,6% en 2015, soit une baisse de plus d'un quart.

La santé : la proportion des personnes ayant déclaré avoir eu une maladie au cours des quatre dernières semaines s'est accrue de 3.3 points de pourcentage, de 20,6% en 2011 à 23,9% en 2015.

L'éducation et l'alphabétisation : le taux d'alphabétisation des personnes âgées de plus de 15 ans est à la hausse (près de 6 points de pourcentage), passant de 60,3% en 2011 à 66,2% en 2015. Les taux nets de scolarisation au primaire et au secondaire se sont nettement améliorés, respectivement de 81,8% à 84,8% et de 41,0 à 49,2%.

L'emploi et l'activité : le taux de chômage a baissé de 6,5% en 2011 à 3,4% en 2015, soit une réduction de moitié (3.1 points de pourcentage). Par contre, le taux de sous-emploi a augmenté de 2.1 points, de 22,8% en 2011 à 24,9% en 2015.

La pauvreté subjective : la proportion des ménages pauvres, suivant leur appréciation subjective de leur situation personnelle de bien-être aujourd'hui, est passée

de 81,4% en 2011 à 61,7% (une baisse de 19,7 points de pourcentage).

La pauvreté monétaire : les indicateurs de la pauvreté et les inégalités se sont améliorés dans l'ensemble du pays. L'incidence de la pauvreté est passée de 58,7% en 2011 à 55,1% en 2015. Quant à l'indicateur d'inégalité, l'indice de Gini est passé de 0,393 en 2011 à 0,380 en 2015. Cette baisse de l'incidence de pauvreté n'est pas constatée dans tous les domaines. En effet, dans le milieu rural, le taux est passé de 73,4% à 68,7%. Dans les autres milieux urbains, ce taux est passé de 44,7% en 2011 à 37,9% en 2015. A l'inverse du reste du pays, l'agglomération de Lomé a enregistré une hausse sensible de la pauvreté, avec une incidence qui est passée de 28,5% en 2011 à 34,8% en 2015. « Une étude thématique approfondie ultérieure pourra aider à comprendre ce phénomène constaté dans le Grand Lomé », indique l'INSEED.

A noter que, comparativement aux éditions de 2006 et 2011 qui portaient chacune sur plus de cinq mille (5.000) ménages, l'enquête QUIBB 2015 a porté sur un échantillon de deux mille quatre cents (2.400) ménages et ses indicateurs ne sont significatifs que pour trois (3) domaines d'étude, à savoir le Grand Lomé, le reste du milieu urbain du Togo et tout le milieu rural. Les deux dernières éditions étaient représentatives dans six (6) domaines que sont Lomé et les cinq régions administratives du Togo. La nouveauté en 2015 est que la collecte des données a été faite par tablette, du 25 août au 30 septembre 2015 sur toute l'étendue du territoire national. L'apurement et le traitement des données non monétaires ont été faits en octobre 2015, rendant ainsi disponibles les premières tendances des indicateurs sociaux de base. Et, en décembre 2015, l'INSEED a procédé autrement des données monétaires, à l'actualisation du seuil de pauvreté et à l'élaboration du profil de pauvreté.

MULTISPORTS

Thomas Bach : " Apporter de nouvelles réponses aux nouvelles questions qui se posent "

Thomas Bach, le président du Comité International Olympique (CIO), a souhaité mercredi que le Mouvement olympique " apporte de nouvelles réponses aux nouvelles questions qui se posent " dans le domaine de sport.

Thomas Bach qui a adressé mercredi son message à l'occasion de la nouvelle année n'a pas manqué de relever la situation difficile que traversent certaines fédérations internationales et la nécessité d'engager des réformes dans le cadre de l'Agenda 2020 adopté il y a un an.

" Les derniers rebondissements qu'ont connus certains sports font indubitablement planer une menace sur le mouvement sportif. Si le rôle et l'importance du sport dans la société continuent de croître, il en va de même des attentes du public en termes de crédibilité des athlètes et des organisations sportives. Il est de notre responsabilité à nous tous, membres du Mouvement olympique, d'apporter de nouvelles réponses aux nouvelles questions qui se posent ", a-t-il déclaré.

Pour lui, il s'agit à d'une occasion unique pour le Mouvement olympique de poursuivre les réformes engagées dans le cadre de l'Agenda olympique 2020. La plupart d'entre elles ont été mises en œuvre en 12 mois à peine. Avec



L'Agenda olympique 2020, toutes les composantes du Mouvement olympique ont accepté d'adhérer aux principes de bonne gouvernance.

Le CIO applique d'ores et déjà dans toutes ses activités des normes reconnues sur le plan international en termes de gouvernance et a publié le Code du Mouvement olympique sur la prévention des manipulations des compétitions. "

Nous avons appelé toutes les organisations sportives à suivre notre exemple et espérons qu'elles le feront ", a-t-il fait remarquer.

Par ailleurs, le président est revenu sur les Jeux olympiques de Rio 2016, les tout premiers organisés en Amérique du Sud, qui se dérouleront dans un contexte économique et politique difficile. Et le souhait de Thomas Bach, c'est que le pays Dilma Rousseff arrive à

surpasser ces problèmes afin d'offrir un accueil chaleureux aux Jeux.

" Les Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016 seront porteurs d'un message d'espoir et de joie en ces temps difficiles. La solidarité et l'unité du Mouvement olympique seront les éléments clés qui permettront la tenue de Jeux exceptionnels ", a déclaré le président.

Nouvelle sanction pour Michel Platini ?

Aperçu dimanche à Dubaï lors de la cérémonie des Globe Soccer Awards alors qu'il était interdit d'y assister, Michel Platini devrait une nouvelle fois voir son cas examiné par la commission d'éthique de la Fifa.

Décidément, les ennuis s'accumulent pour Michel Platini en cette fin d'année. Déjà suspendu huit ans de toute activité liée au football et de ce fait écarté de la course à la présidence de la Fifa, voilà que l'ancien président de l'UEFA est de nouveau sous la menace d'une sanction. Cette fois, Platini pourrait faire l'objet d'une enquête approfondie du comité d'éthique de la Fifa. La raison ? L'ancien joueur de Saint-Etienne a été aperçu dimanche aux Globe Soccer Awards à Dubaï, une cérémonie qui récompense chaque année le meilleur joueur, le meilleur entraîneur et bien d'autres distinctions, comme pour les agents, les arbitres etc... Problème, Platini, suspendu de toute fonction liée au football, n'aurait jamais dû assister à cette cérémonie, qui lui était interdite.

Photographié lors de la remise des récompenses, qui a notamment vu Lionel Messi, Franck Lampard et Andrea Pirlo récompensés, le Français risque donc une nouvelle sanction. Son cas devrait donc se retrouver de nouveau devant le comité d'éthique de la Fifa, comme l'a indiqué un de ses porte-parole : " En terme général, le comité d'éthique de la FIFA examine toute violation présumée du code éthique de l'instance'.

Real Madrid : Rafael Benitez crie au complot

Sous pression du côté de la capitale espagnole, l'entraîneur du Real Madrid a tenu à mettre les points sur les i. C'est un Rafael Benitez légèrement plus tranchant dans ses déclarations qui s'est présenté en conférence de presse mardi après-midi. L'ancien de Naples, qui ne fait toujours pas l'unanimité à Madrid, semble tenir les médias pour responsables de la situation de l'équipe : " c'est clair qu'il y a une campagne contre Florentino, contre moi et contre toute l'équipe. Tout ce qui peut être critiquable est critiqué, tout est arrangé, inventé ou manipulé. Toute personne qui a de l'expérience le sait'.

Il est aussi revenu sur l'affaire des sondages réalisés auprès des socios madrilènes la semaine dernière. Une entreprise commanditée par le club a appelé des socios pour leur proposer une sélection d'entraîneurs, dans laquelle ils devaient choisir celui qui leur plaît le plus pour prendre la tête du club. Pas de quoi s'inquiéter selon Benitez : " ça se fait en permanence, l'intérêt des médias pour cet affaire fait partie de la manipulation'. Le coach madrilène a une nouvelle fois confirmé qu'il est hors de question de démissionner, et a qualifié sa relation avec Florentino Pérez comme étant " cordiale ". " J'étais en vacances et dans les médias anglais on ne retrouve pas du tout ce qui se dit en Espagne, ils exagèrent moins. J'ai seulement pensé à comment battre la Real Sociedad et comment gagner des titres ", a ajouté Rafael Benitez, visiblement agacé par les critiques de la presse espagnole à son égard.

Manchester City: nouvelle offensive pour Isco !

Mercato après mercato, Manchester City fait partie des nombreuses grosses écuries européennes prêtes à tout pour s'offrir le talentueux joueur madrilène. Les Citizens vont encore tenter leur chance cet hiver.

L'intérêt de Manchester City pour le milieu de terrain andalou n'est pas nouveau. Depuis l'arrivée de Manuel Pellegrini sur le banc citizen, l'entraîneur chilien fait tout pour attirer celui qui était son meilleur joueur lorsqu'il coachait Malaga. Le club anglais était d'ailleurs sur le point de le faire signer en 2013, mais les arguments de son compagnon de chambre en sélection espoir Alvaro Morata et un coup de fil de Florentino Perez au dernier moment ont fait renverser la vapeur. D'après les informations du journal Sport, Manchester City compte revenir à la charge cet hiver.

Le quotidien catalan explique que Ferran Soriano, directeur exécutif du club mancunien et ancien du FC Barcelone, s'est déplacé à Madrid pour rencontrer José Angel Sanchez, bras droit de Florentino Pérez. Les deux hommes ont parlé pendant longtemps, et Soriano aurait présenté une offre à son homologue madrilène, sous forme d'ultimatum. C'est simple, Manchester City, avec Pellegrini en tête de gondole, va tout faire pour attirer le joueur dans ses filets cet hiver et serait prêt à égaler toute proposition faite par d'autres équipes européennes pour l'Espagnol, qui a coûté 30 millions d'euros au Real Madrid à l'époque.

Pour l'instant, rien n'est fait et les négociations viennent seulement de débuter. Toujours selon Sport, Isco n'est pas satisfait de son temps de jeu à Madrid et un départ est plus qu'envisageable, mais tout semble dépendre de la continuité (ou non) de Rafael Benitez sur le banc du Santiago Bernabéu.

DOPAGE

Les athlètes russes ne sont « pas prêts à participer aux JO »

Les réformes engagées par la Russie, accusée de dopage organisé et suspendue de toute compétition en athlétisme, ne permettront pas à ses compétiteurs de disputer les JO 2016 à Rio, selon le président de l'Association européenne d'athlétisme, Svein Arne Hansen.

« Pour le moment, la Russie doit satisfaire à certaines conditions, mais je ne la vois vraiment pas être présente à Rio » en athlétisme aux jeux Olympiques, en août prochain, a insisté M. Hansen dans un entretien au site athleticsweekly.com mardi.

Début décembre, la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) avait rendu publiques les mesures à prendre sans délai par la Russie pour pouvoir prétendre participer aux grands événements. L'instance avait notamment demandé aux

responsables russes de fournir au plus tard le 15 décembre la liste des athlètes dont ils pensent qu'ils seront sélectionnables pour les compétitions internationales à venir.

Tous ces athlètes seront placés sur une liste de surveillance particulière. Et aucun athlète non inscrit sur cette liste au moins six mois avant la compétition internationale visée n'aura le droit d'y participer. Il faudra également que ces athlètes aient subi trois tests inopinés hors compétitions.

Ces mesures seront supervisées

par une « task force » qui rendra régulièrement des comptes à l'IAAF sur l'avancée des efforts russes, et soumettra en particulier au conseil de l'IAAF, le gouvernement de l'instance, un rapport d'étape à l'occasion de sa prochaine réunion en mars à Cardiff, à l'occasion des Mondiaux de semi-marathon.

« Nous aurons le premier rapport de l'IAAF en mars, mais pour le moment, ils doivent vraiment, vraiment faire un gros effort pour être présents à Rio. Ils doivent opérer un changement culturel », a ajouté

l'ancien président de la Fédération norvégienne d'athlétisme.

« Ils sont en train de travailler très dur pour s'améliorer. Des mesures très dures leur ont été soumises, je crois qu'ils veulent jouer le jeu », a cependant concédé M. Hansen.

Les autorités russes restent, elles, confiantes quant à la participation des athlètes russes aux JO 2016, ayant élaboré un plan anti-crise censé les aider à lever cette suspension dans les prochains mois.

FOOTBALL / CONGO

Six parmi les finalistes pour succéder à Le Roy

La Fédération et le ministère des Sports congolais ont coché les noms de Gernot Rohr, Jacques Santini, Didier Six et Winfried Schäfer pour succéder à Claude Le Roy sur le banc des Diables Rouges. Les quatre techniciens sont les finalistes pour le poste au terme d'un premier écrémage parmi les 36 candidats.

À l'issue d'une réunion technique qui s'est tenue jeudi dernier, le ministère des Sports et la Fédération congolaise (Fecofoot) ont retenu le nom de quatre techniciens pour succéder à Claude Le Roy comme sélectionneur des Diables Rouges. Le Franco-allemand Gernot Rohr, les Français Jacques Santini et

Didier Six et l'Allemand Winfried Schäfer sont les heureux élus.

Si Jacques Santini n'a plus officié sur un banc depuis une dizaine d'années et que Didier Six est au chômage depuis son passage raté à la tête de l'Île Maurice, le profil des deux autres finalistes peut surprendre : Gernot Rohr vient tout juste de quitter le Burkina Faso après une "année difficile" de son propre aveu, tandis que Winfried Schäfer est déjà en poste ! Sélectionneur à succès du Cameroun au début des années 2000 (sacre à la CAN 2002), l'Allemand préside en effet aux destinées de la Jamaïque depuis

juillet 2013. Mais le technicien de 65 ans est visiblement prêt à quitter les Reggae Boyz pour retrouver l'Afrique.

Son profil a en tout cas été préféré à ceux d'autres entraîneurs de renom parmi les 36 postulants recensés par Les Dépêches de Brazzaville : l'Ivoirien François Zahoui (sélectionneur du Niger), le Nigérian Stephen Keshi, les Français Patrice Neveu, récemment nommé sélectionneur d'Haïti, Laurent Fournier et Bernard Simondi ou encore les Congolais Jean-Elie Ngoya et Célestin Mouyabi.

Après avoir misé sur un casting très franco-allemand, la Fecofoot



devrait prochainement annoncer l'identité du futur homme fort des Diables Rouges, chargé de les qualifier pour la CAN 2017 et le Mondial 2018. Pour l'heure, l'instance n'a pas encore précisé si les finalistes seront auditionnés, ni indiqué la date à laquelle elle annoncera son choix.

Dans le cadre de ses activités

La FANAF recherche Secrétaire général

La Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) boucle aujourd'hui un avis de recrutement - le deuxième du genre - du Secrétaire général. Sous la supervision du Bureau exécutif et de son Président, le Secrétaire général est recruté pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois. La nouvelle recrue aura en charge la direction et la gestion quotidienne de la Fédération; l'exécution et le suivi des directives et des projets confiés par le Bureau exécutif; la diffusion des études, informations, notes et directives émanant du Bureau et des autres partenaires nationaux, régionaux et internationaux; la préparation, le suivi et de l'exécution des budgets adoptés par l'Assemblée Générale, sur proposition du Bureau exécutif. Le Secrétaire général devra, entre autres, assurer la planification, le contrôle

et l'élaboration des rapports financiers ainsi que la gestion efficace des ressources. Il veillera à ce que la FANAF respecte les normes et procédures comptables, fiscales et sociales.

Le profil recherché doit être titulaire d'un Diplôme BAC + 5 au moins dans les domaines de l'économie, du droit, des statistiques, de l'actuariat, de l'assurance, de la finance ou des domaines connexes. Avoir une expérience professionnelle minimale de dix ans, dans des fonctions d'encadrement supérieur d'une société, d'une fédération, d'une ONG ou d'une administration. Une bonne expérience dans la gestion des finances, de l'administration, de la comptabilité et des ressources humaines serait un plus. Et une parfaite maîtrise du français et une bonne pratique de l'anglais.

Une rémunération brute mensuelle est payée au

secrétaire général. Il bénéficie en outre d'un véhicule de fonction et d'une dotation mensuelle de carburant, d'une couverture maladie, d'un contrat couvrant son indemnité de fin de carrière. Le postulant doit être âgé de 40 ans au moins et de 55 ans au plus, au 31 décembre 2015; et être ressortissant ou avoir la nationalité d'un des Etats membres de la FANAF. La procédure de recrutement consiste en une phase de présélection des trois meilleurs dossiers par un cabinet, une phase de sélection des trois candidats présélectionnés avec le Bureau exécutif de la FANAF. La sélection sera faite à l'issue de l'entretien.

La FANAF est une association professionnelle créée le 17 mars 1976 à Yamoussoukro (République de Côte d'Ivoire). Elle regroupe cent quatre-vingt-treize (193) sociétés membres de vingt-huit (29) pays africains et a son siège social à Dakar, au Sénégal.

Au troisième trimestre 2015 dans l'UEMOA

La croissance en progression de 7% en glissement annuel

Le rythme de progression de l'activité économique dans l'UEMOA - Union économique et monétaire ouest africaine - est resté soutenu au troisième trimestre 2015. Le produit intérieur brut s'est accru de 7,0%, en glissement annuel. D'après le Bulletin trimestriel de statistiques de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), le secteur tertiaire a contribué pour 3,1 points de pourcentage à cette croissance, contre 2,2 points pour le secteur secondaire et 1,7 point pour le secteur primaire. En particulier, l'évolution de la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire est tirée par la bonne tenue des activités commerciales. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a progressé de 6,3%, en glissement annuel, au troisième trimestre 2015. Par ailleurs, à fin

septembre 2015, la masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue de 16,2% en glissement annuel, traduisant une augmentation de 19,8% du crédit intérieur et un repli de 1,5% des avoirs extérieurs nets.

En revanche, sur les marchés des matières premières, les cours mondiaux des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA se sont inscrits en baisse au troisième trimestre 2015 par rapport à la même période de 2014. Les cours moyens du café, de l'or, du caoutchouc et du coton se sont repliés respectivement de 16,3%, 12,3%, 3,7% et 3,1%. De même, les cours du pétrole brut, exprimés en dollar, ont également diminué en rythme annuel de 51,2%. En revanche, les cours du cacao ont augmenté de 0,6% sur un an.

Le taux d'inflation, englisement annuel, est ressorti à 1,5% à fin septembre 2015, contre -0,4% un an plus tôt. La hausse du niveau général des prix est imprimée par le renchérissement des produits alimentaires. En effet, la contribution de la composante «Alimentation» à l'inflation totale a été de 1,1 point à fin septembre 2015, contre -0,9 point à fin septembre 2014. Les prix des produits alimentaires ont augmenté du fait essentiellement de l'insuffisance de l'offre de légumes, de tubercules et de produits de la pêche, note la Banque centrale. La progression du niveau général des prix a toutefois été atténuée par la baisse des prix à la pompe du carburant dans la plupart des pays de l'Union, en ligne avec le repli des cours mondiaux du pétrole.

Sur la campagne 2015/2016

Hausse de 12% de la production céréalière en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, dont le Tchad, la production céréalière prévisionnelle 2015/16 serait de 63 630 000 tonnes, en hausse de 12% par rapport à la moyenne, a estimé le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (Cilss). Si le Tchad, la Guinée Bissau, la Gambie et le Ghana enregistrent des baisses de 10%, 8%, 4% et 2% respectivement, ceci ne devrait avoir qu'un impact limité sur la sécurité alimentaire,

excepté au Tchad, rapporte Fews Net. Les marchés sont suffisamment approvisionnés, la pression de la demande est faible et la consommation alimentaire continue de s'améliorer grâce aux nouvelles récoltes et aux prix stables.

Ceci dit, au nord-est du Nigeria et dans les zones contiguës au Niger et au Tchad, l'insécurité réduit les activités et l'accès aux produits alimentaires malgré les récoltes en

cours, toujours selon Fews Net de l'USAID. Cette insécurité alimentaire persistera jusqu'en mars 2016 du fait des revenus et productions inférieurs à la moyenne et du mauvais fonctionnement des marchés. La situation en Guinée, Sierra Leone et Libéria ne cesse de s'améliorer avec l'épidémie d'Ebola qui s'est largement estompée, l'arrivée des nouvelles récoltes et la normalisation continue des activités économiques.

En Gambie

L'interdiction de l'excision a désormais force de loi

Le Parlement gambien a adopté une nouvelle loi réprimant pénalement l'excision, passible de peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans, un mois après une déclaration du président Yahya Jammeh prohibant une pratique très répandue. La loi a été votée lundi soir à une large majorité par l'Assemblée nationale, selon un journaliste de l'AFP. Les contrevenants sont passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans et/ou d'une amende de 1.300 dollars (autour de 900 000 francs Cfa), dans un pays où aucun texte spécifique sur l'excision n'existait jusqu'alors.

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), la Gambie est l'un des dix pays, tous africains, où l'excision est le plus pratiquée, touchant environ trois quarts de la population féminine. Le nouveau texte "va faire respecter les droits des femmes et des filles pour leur éviter des pratiques nuisibles à leur santé et leur bien-être", a déclaré la vice-présidente gambienne, Isatou Njie Saidy, lors de la séance au Parlement. Le chef



Une exciseuse exhibe son matériel de travail

de la minorité à l'Assemblée nationale, Samba Bah, a voté contre. Il s'est dit inquiet que le gouvernement n'ait pas plus largement consulté la population sur cette pratique considérée, selon lui, comme un rite de passage pour les jeunes filles en Gambie. La vice-présidente du Parlement, Fatou Mbye, a en revanche salué une des législations les "plus progressistes" jamais adoptées par les députés gambiens.

Yahya Jammeh avait décrété fin novembre l'interdiction de l'excision, avec effet immédiat, soulignant que cette pratique n'était pas dictée par l'islam et devait par conséquent être abolie. Parvenu au pouvoir par un coup d'Etat sans effusion de sang en 1994 puis constamment réélu depuis 1996, M. Jammeh dirige d'une main de fer la Gambie, petit Etat anglophone d'Afrique de l'Ouest enclavé dans le territoire du Sénégal, hormis sa façade atlantique.

A Ecobank Transnational Incorporated

Abdulla Mubarak Al Khalifa de la QNB rejoint le conseil d'administration

L'annonce vient d'être par Ecobank Transnational Incorporated (ETI) de la cooptation de Abdulla Mubarak Al Khalifa au conseil d'administrateur. M. Khalifa, de nationalité Qatari, représente la Qatar National Bank (QNB) qui détient actuellement environ 18% des actions ordinaires d'ETI, indique un communiqué du groupe. Abdulla Mubarak Al Khalifa intègre le Groupe QNB en 1996. Son poste actuel est celui de Executive General Manager et Chief Business Officer de QNB (Directeur général exécutif et dirigeant principal des affaires). Il cumule plus de 19 ans d'une expérience conséquente couvrant



plusieurs domaines d'activités de la banque, ajoute le communiqué.

Créée à Lomé, au Togo, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) est la maison mère du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire régional indépendant panafricain. Le Groupe est présent dans 36 pays africains, à savoir : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert,

Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique), Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Kenya, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République Centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

ANNONCE

- Un lot de terrain de 6 ares, sis à Apédokoè Gbomamé avec un plan visé à trois tampons et confirmation de vente.

Prix : 15 millions de FCFA.

- Villa rez-de-chaussée clôturée de 3 chambres, un dressing, 2 salles d'eau, 1 cuisine, 1 salon, 2 garages, sur un lot de 8 ares sis à Agoenyivé Houmbi.

Titre foncier.

Prix : 60 millions de FCFA.

Contact: 90038345

Bilan annuel du ministère du développement à la base

86% des ressources mobilisées consommées

Etonam Sossou

Les responsables des différents départements du ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes étaient en conclave à Notsé les 28 et 29 décembre 2015, pour le bilan des actions du ministère au titre de l'année 2015 et définir de nouvelles orientations pour 2016.

Sur les 23 milliards de FCFA mis à la disposition du Ministère au titre de 2015, les performances sont globalement satisfaisantes avec 86% des ressources mobilisées consommées. Le taux global d'engagement des ressources internes est d'environ 99%. Dans le volet : promotion du développement à la base, 1200 groupements ont été accompagnés pour des Activités Génératrices de Revenus ; 540 Comités de Développement à la Base (CDB) ont été renforcés ; 85000 élèves bénéficient des cantines scolaires, le projet des transferts monétaires a touché 15000 ménages ; 210 infrastructures socio communautaires et économiques, (plateformes multifonctionnelles, bâtiments scolaires, unités de soins périphériques, marchés et magasins, forages, etc.) ont été mises en place.

Autre volet important auquel ce



ministère accorde une importance capitale depuis 2014 est la finance inclusive. Au titre du bilan, les trois premiers produits du FNFI notamment, l'APSEF, l'AGRISEF et l'AJSEF ont touché environ 557 400. En 2015, près de 228 150 bénéficiaires de 2014 ont bénéficié de renouvellement du crédit APSEF pour les comptes du 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} cycle. Le FNFI a donc mobilisé plus de 30 milliards de FCFA que le FNFI en deux ans d'exercice pour la mise à disposition de microcrédits au profit des populations exclues du système financier classique.

En 2015, pour le compte de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, des activités socio-éducatives ont été organisées et ont mobilisé 39 000 jeunes. Des initiatives visant à renforcer l'employabilité et l'auto

emploi des jeunes, dans le but de faciliter leur insertion socio-économique ont touché 24 600 jeunes dont près de 3 900 sont bénéficiaires des appuis internes de formation, d'équipements et de financements des mécanismes du PRADEB et du FAIEJ.

3 200 volontaires ont été enregistrés avec 10 500 emplois temporaires créés, à travers principalement les travaux à haute intensité de main d'œuvre ; et plus de 10.000 personnes ont obtenu en 2015 un emploi durable par le biais de ces mécanismes.

Dans le secteur de l'artisanat, 1500 maîtres artisans ont été formés et un système d'information sur l'artisanat a été lancé afin d'enregistrer les artisans et les entreprises artisanales pour une meilleure prise en compte de leurs besoins.

Construction des infrastructures sociocommunautaires

Bientôt un nouveau marché à Kétau et une maison de la femme à Kara

L'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) fait construire un marché moderne à la population de Kétau (468 km de Lomé, préfecture de la Binah). Cette localité, frontalière au Bénin est un

l'avancée des travaux.

C'est un joyau construit sur une superficie de 20 hectares entièrement pavés, composé de 47 ouvrages réaménagés, 25 construits, une boucherie moderne, des blocs latrines, un dépotoir, une vingtaine

trimestre 2016.

Remplissant toujours son cahier de charges, l'ANADEB dirige la construction de la maison de la femme de Kara (quartier Adabawarè). D'un coût estimé à 51 647 908 FCFA, financé par la



grand carrefour commercial, d'où la nécessité de la doter d'un nouveau marché en lieu et place de l'ancien devenu vétuste. La ministre du développement à la base, Mme Victoire Tomégah-Dogbé était sur le site le 21 décembre 2015, pour constater

de boutiques en construction...

Financés à hauteur de 400 millions FCFA par la présidence de la République, ce marché fait partie des trois plus grands marchés du Togo. Les travaux de reconstruction vont s'achever dans le courant du premier

présidence de la République, la future maison de la femme de Kara comprend une salle polyvalente, d'entrepreneuriat et d'exposition, une salle d'écoute, de conseil juridique et d'unité de reproduction.

Fête de fin d'année

De nombreuses personnes négligent les règles de nutrition

Peu de gens se soucient des règles de nutrition et versent dans l'excès!

«Les jours de fête, je ne m'amuse pas. Je mange sérieusement, parce que je n'en ai pas l'occasion tous les jours». Tels sont les propos qu'adressait un jeune vendeur ambulant à un collègue il y a quelques jours. Comme quoi, lorsqu'il y a abondance de nourriture, il doit en profiter pour combler les vides laissés dans son estomac les autres jours de l'année. Et il n'est pas seul à envisager de faire bombance le 25 décembre et le 1er janvier. Bien de gens ont à cœur de marquer gastronomiquement la célébration de ces fêtes. D'autres visent des records en termes de boisson. C'est le cas de Brice, élève en classe de première. «Le 31 décembre, mes six amis et moi avons envisagé d'aller dans un bar. Là-bas, nous allons payer deux casiers de petites Guinness que nous allons mettre sur la table, question de boire jusqu'à la lie», dit-il.

Marcel Fada, commerçant, a

un plan tout aussi époustouflant : «en soirée, mes amis et moi, allons-nous promener de bar en bar, nous irons à Déckan et puis en boîte. Je ne vais cependant pas aller au-delà de sept bouteilles parce que je sais que si je le fais, je vais rentrer chez moi en rampant», prévient-il avant de préciser : «j'ai quand même quelques restrictions comme la castel, le whisky black ou le Gin Tonic qui me donnent des maux de tête ou me tourment le ventre. J'évite au maximum de les prendre». Mais ceux qui ne sont pas nantis ne peuvent s'autoriser pareilles dépenses. C'est alors qu'ils s'invitent en grand nombre les lieux de fête non contrôlés avec des accoutrements de responsable. Ils se reconnaissent au volume de leur plat après le service.

Mais tous les togolais n'envisagent pas de faire bombance pendant les fêtes. D'autres prônent la modération. Joseph, graveur, prévoit de faire

comme tous les jours : «En période de fête je me comporte comme à l'accoutumée. Je n'attends pas la période des fêtes pour boire ou bien manger. La fête pour moi se résume simplement à quelques promenades, et rien de plus». Même son de cloche chez Gervais, vendeurs de vêtements prêt-à-porter. «Je mange même moins en période de fête. Et surtout, j'évite de faire des mélanges», soutient-il. Libre à tous par contre de faire des excès chez Mme Philomène : «Mes enfants sont déjà grands. Je n'ai plus à surveiller leur alimentation. Je me contente de faire des achats et préparer», dit-elle alors qu'elle sort du marché du marché ce jour. Pour Doris, étudiante en Anglais à l'université de Lomé, les fêtes ne sauraient être le moment de s'empiffrer. «Quand on est étudiant, on ne connaît pas la fête. Surtout lorsqu'on est loin des parents», regrette-t-elle.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1298 DE LOTO BENZ DU 02 Décembre 2015

Le tirage hebdomadaire de LOTO BENZ a été effectué ce mercredi 09 Décembre 2015 et porte le numéro 1299.

Lors de la dernière opération, la LONATO a fait le bonheur de nombreux parieurs aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. En effet, de nombreux parieurs ont remporté divers lots intermédiaires et des gros lot à KARA, KPALIME, ATAKPAME, AMALAME, BADOU et à LOME

A BADOU, c'est un lot de 500.000F CFA qui fait le bonheur d'un parieur qui a tenu sa chance auprès de l'opérateur 2112.

Les points de vente 1036 et 10000, basés à KARA ont enregistré respectivement un lot de 750.000F CFA et un maxi gros lot de 4.000.000F CFA.

Les opérateurs 1201 et 20321 situés à SOKODE et à AMLAME ont recensé chacun un lot de 750.000F CFA.

A KPALIME, les opérateurs 40040 et 4012, 4016, 4062 ont enregistré deux lots de 500.000F CFA et deux lots de 750.000F CFA.

La ville d'ATAKPAME n'est pas en reste avec un lot de 500.000F CFA et un gros lot de 1.825.000F CFA remportés sur les points de vente 20034 et 20027.

LOME, la capitale s'est démarqué par un lot de 500.000F CFA, deux lots de 750.000F CFA et trois lots de 1.000.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 50226, 60344, 30023, 3443, 30142 et 60500.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS!
BONNE CHANCE A TOUS!**

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1302 de LOTO BENZ du mercredi 30 Décembre 2015

Numéro de base

61

82

09

57

89



A l'occasion de cette nouvelle année, recevez nos vœux de bonheur,
de santé et de prospérité.

Que 2016 s'ouvre sur de nouvelles perspectives d'avenir pour
chacun d'entre nous et nous apporte réussite et succès.

La LONATO vous souhaite un joyeux Noël et une bonne année
2016 !